



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana
PRESIDENCE DE LA TRANSITION

MADAGASCAR

*Intervention de SEM RAJOELINA Andry Nirina
Président de la Transition*



68ème session de l'Assemblée Générale
de l'Organisation des Nations Unies (O.N.U)

« Le programme de développement pour l'après-2015 : plantons le décor »

MISSION PERMANENTE DE MADAGASCAR AUPRES DES NATIONS UNIES

820. Second. Avenue. Suite 800. New. York. NY 10017

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Président de l'Assemblée Générale,
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Honorables Délégués,
Mesdames et Messieurs,

Selon l'adage bien connu : « jamais deux sans trois », c'est effectivement pour la troisième fois consécutive, que j'ai le privilège de m'exprimer devant cette auguste assemblée, en ma qualité de Président de la Transition de Madagascar.

Comme chaque année, nous voilà de nouveau réunis pour la session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Tous les Dirigeants de la planète s'y retrouvent régulièrement pour débattre, échanger et partager leurs expériences, dans le cadre d'une concertation, qui s'inscrit dans une longue marche collective vers la paix, la sécurité et le développement planétaire durable.

Mais chaque année également, de nouveaux cas de conflits encore plus violents et plus meurtriers se présentent. Ces faits continuent à nous interpellier et avec autant d'intensité.

Devons-nous alors nous limiter à dissenter sur les résolutions de ces conflits ? Ou allons-nous, nous remettre en question, pour en analyser les causes profondes, et nous apprêter à prendre les mesures qui s'imposent, pour préserver la stabilité dans le monde ?

Monsieur le Président,

Joignant volontiers ma voix à celles de mes honorables prédécesseurs, je vous adresse mes chaleureuses félicitations pour les suffrages éloquentes, que vous avez réunis autour de votre candidature. Madagascar s'efforcera de vous apporter son soutien et sa collaboration sincères.

Ces dernières décennies, quand on évoque l'Afrique, il est regrettable que le constat général fasse ressortir des États exposés à des violences permanentes, où la démocratie régresse, où des guerres, des crises et des affrontements éclatent, et où la division l'emporte sur le consensus.

« L'humanité est en pleine crise existentielle », selon les propos du Président de la 67^{ème} session de l'Assemblée Générale, avec comme symptômes : l'instabilité économique, les inégalités sociales et la dégradation de l'environnement. Pour ma part, j'ajouterais : « une humanité en désarroi, mais qui ne baisse pas les bras ».

Certes, les actualités que nous déversent quotidiennement les médias, sont extrêmement inquiétantes partout dans le monde. Que ce soit dans les pays développés, émergents ou pauvres, aucune couche de la société n'est maintenant épargnée par : les dégradations diverses, les conditions d'emploi, le chômage, la diminution du pouvoir d'achat et même l'absence de revenus, la non accessibilité aux premières nécessités alimentaires, vestimentaires, sanitaires et éducationnelles, la pauvreté, le dénuement et la misère... Autant de facteurs qui viennent cimenter le terreau de l'intolérance, des affrontements et des conflits, favorisant la montée d'une insécurité globale ambiante.

Nous pensons particulièrement aux événements survenus récemment au Kenya, en Irak, au Pakistan et en Syrie, pour ne citer que cela, et nous partageons la douleur et le chagrin des familles des victimes.

A quelques 800 jours de l'échéance de 2015, à l'instar de la plupart des Etats Africains et de bon nombre de pays en développement, Madagascar peine encore à atteindre tous les objectifs du millénaire, et ce, en dépit des efforts que tous, nous aurons déployés et acceptés.

Face à cette situation, la question qui me vient à l'esprit est de savoir, quelle contribution nous, les Premiers Responsables des Nations, pouvons-nous apporter individuellement, à cette recherche collective de voies et moyens, d'améliorer le quotidien des Peuples qui nous ont confié leur destinée et accordé leur confiance?

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Dans son allocution, prononcée hier lors de l'ouverture de notre 68^{ème} session, le Secrétaire Général a souligné le fait que : « partout dans le monde, des gens descendent dans la rue, ou occupent des places, pour se faire entendre de ceux qui sont au pouvoir. Ils veulent que nous, leurs Dirigeants, les écoutions. Ils veulent savoir que nous faisons tout pour garantir à chacun une vie de dignité ».

Les soulèvements populaires dans le cadre des printemps Arabes, ainsi que les mouvements des indignés, illustrent cette affirmation et traduisent une aspiration légitime.

Cette compréhension manifestée à leur endroit, Madagascar aurait souhaité pouvoir en bénéficier, lorsque le Peuple Malagasy s'est soulevé contre un régime contesté, pour revendiquer une vie meilleure, à travers la mise en place d'un

véritable changement. Or, ce ne fut pas le cas, Madagascar, bien au contraire, a dû faire face à l'incompréhension et à l'inflexibilité d'une Communauté Internationale à plusieurs vitesses, sans parler de lecture et d'application dogmatique de textes, alors que des soulèvements populaires ailleurs, dans des conditions identiques, avaient suscité bienveillance et sollicitude.

Des efforts doivent être désormais fournis, pour faire cesser les inégalités de traitement, des pays en crise politique. Il faut prendre connaissance de l'aspiration populaire et de la réalité sur le terrain, pour ne pas se tromper sur la décision à prendre. Ce qui est valable ailleurs, ne l'est-il pas pour autant pour Madagascar ?

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Toutes les conditions étaient réunies, le danger omniprésent pour une explosion sociale et un affrontement fratricide. A la différence de certains pays qui continuent à connaître des troubles, sinon des violences armées, et malgré toutes les restrictions économiques et sociales, ainsi que l'absence de soutien et d'aide de la Communauté Internationale, dont ils ont pâti ces dernières années, les Malagasy ne sont pas tombés dans le piège du conflit interne dont certains n'auraient pas hésité à profiter.

Et c'est avec une grande fierté nationale, que j'annonce du haut de cette tribune aujourd'hui, que Madagascar a pu éviter la guerre civile. J'affirme que ces conditions ont nécessité beaucoup de sacrifices, d'abnégation et d'humilité mais nous les avons surmontés par patriotisme.

Je réitère que malgré nos désaccords et nos divergences de points de vue, nous sommes parvenus à un règlement de nos conflits, en usant de toutes les voies de

négociation. Et je remercie solennellement le Peuple Malagasy, qui est un Peuple pacifique, qui aspire à la paix, et dont le courage et la patience ont été sans pareils, dans cette résolution pacifique de notre crise politique.

Le Peuple Malagasy mérite un avenir meilleur. Désormais, les citoyens pourront exprimer librement leur choix, sur leur futur Dirigeant, à travers les urnes, lors des prochaines élections présidentielles, prévues se tenir le 25 octobre de cette année.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Madagascar entame désormais une nouvelle phase de son histoire.

J'adresse mes vifs remerciements à tous ceux qui, tout au long du processus de sortie de crise de Madagascar, nous ont accompagnés, et apporté leur soutien, durant cette période transitoire, en particulier la SADC, les Présidents successifs de la Troika de la SADC, l'Union Africaine, l'Union Européenne et les Nations Unies, ainsi que la COI, l'OIF et tous les pays amis sans exception. Sans oublier, ceux qui ont déjà fait part de leur entière disponibilité, à nous envoyer des observateurs internationaux.

Je renouvèle, par la même occasion, mon appel, en direction de vous tous ici présents, afin de venir renforcer les rangs de ces partenaires.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nous sommes à la croisée des chemins. Les Peuples attendent des résultats concrets et tangibles. La question est : « est-ce que nous avons le courage et la sagesse, pour se sacrifier pour le bien de notre Peuple, pour éviter l'affrontement,

pour éviter la guerre civile, pour que des innocents ne perdent plus leur vie, pour que celui ou celle qui est au pouvoir n'utilise plus des armes, ne fasse plus de la répression, afin d'éviter tout recours à la violence ».

En tant que « Dirigeant », l'exercice du pouvoir requiert une prise de conscience, de notre humanité et de notre faillibilité. Et c'est le message que Madagascar, dans sa contribution au présent débat général, souhaiterait faire passer.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le monde évolue à grande vitesse, les générations changent, et les Dirigeants ont le devoir de répondre aux attentes de la population, et de trouver une solution à leur bien-être.

En ce qui me concerne, pour débloquer la crise politique, j'ai tout mis en œuvre pour préserver l'unité nationale et les intérêts supérieurs du Peuple Malagasy, et je suis arrivé à la conclusion de ne pas me porter candidat, à notre prochaine élection présidentielle.

Et c'est sur cette note, et avec la phrase bien connue de l'écrivain anglais, James Freeman Clarke, que je voudrais conclure : « la différence entre le politicien et l'homme d'Etat est la suivante : le premier pense à la prochaine élection, le second pense à la prochaine génération ».

Masina ny Tanindrazana !

(Que Dieu Bénisse notre Nation !)

Je vous remercie de votre aimable attention